

JACQUES CHEMINADE CANDIDAT DE SOLIDARITÉ ET PROGRÈS

« Bloquer les prix six mois »

Toujours sans relais dans notre île, Jacques Cheminade qui se revendique « gaulliste de gauche », invite les Réunionnais à le rejoindre pour rompre avec « les structures coloniales qui s'éternisent ». Pour le candidat de Solidarité et Progrès, La Réunion a « tout un futur devant elle », à condition de s'ouvrir à son environnement régional sans perdre son identité.

– Vous vous plaignez d'un black out organisé par les médias contre vous, médias que vous accusez aussi de troubler votre message. Comment l'expliquez-vous ?

– Qu'un petit groupe de médias, pas tous, ne voulait pas de ma candidature et a utilisé sa position pour troubler mon message et tenter même d'obtenir que le Conseil constitutionnel confisque l'avance donnée par l'Etat à tous les candidats pour commencer leur campagne, est évident en regardant les émissions que m'ont consacré Benoît Duquesne sur France 2 (Complément d'enquête), Frédéric Haziza, Marie Eve Malouines, Françoise Fressoz et Sylvie Maligorne (Questions d'info de LCP du 21/03), ou même le refus affiché par Le Monde de me couvrir.

En déformant mon programme spatial, en me qualifiant de gourou alors que l'agence officielle de lutte contre les dérives sectaires, la Miviludes, a déclaré que ce dossier était vide, en accusant fausement mon ami Lyndon LaRouche d'être un milliardaire d'extrême droite et en m'obligeant à répondre sur les attaques qu'il mène contre Barack Obama dans un pays et un contexte qui n'est pas le notre, ce groupe m'a volé une partie non négligeable de mon temps de parole.

Pour moi, il s'agit là de chiens de gardes de ceux que je vise par mes politiques, les puissances financières que j'ai dénoncées comme occupant la France, et dont le centre se trouve dans la City de Londres et à Wall Street.

– Candidat en 1995 et à nouveau en 2012. Pourquoi cette longue éclipse ?

– Aucune éclipse, comme chacun peut le constater en visitant le site internet de mon parti, Solidarité et Progrès. Outre deux tentatives infructueuses d'obtenir les parrainages pour les présidentielles en 2002 et 2007, nous avons présenté une liste aux européennes de 2004 en Ile de France, participé très activement à la lutte contre la Constitution européenne en 2005, présenté une liste aux régionales en Bretagne (90 candidats) qui a obtenu

nu 1 % en 2010, et trois candidats aux cantonales en 2011 dont une à Ploërmel où Davis Cabas a fait 7,5 % et j'en passe.

– La Réunion ne figure pas sur la carte des vos « amis du monde » publiée sur votre site de campagne. N'avez-vous trouvé personne pour relayer votre candidature et vos idées dans notre île ?

– Ne figure « pas encore ». Le système de financement de la vie politique dans notre pays favorise de façon outrancière les partis en place et n'ayant pas d'autres financements que ceux de citoyens qui nous soutiennent, nous n'avons pas encore pu développer une organisation là-bas. Mais, cette présidentielle nous fait connaître là-bas et je lance un appel aux Réunionnais à nous rejoindre !.



« La loi nous autorise à bloquer les prix pendant six mois et il faut le faire », rapporte le candidat de Solidarité et Progrès.

Une « haute idée de vos droits »

– Vous citez souvent Aimé Césaire, mais dans votre programme vous consacrez peu de place à l'outre-mer que vous n'avez d'ailleurs pas pris le temps de visiter pendant votre campagne ?

– D'abord, je trouve blessant que vous disiez que je n'ai pas voulu visiter l'outre-mer pendant ma campagne. Il suffit de lire les pages consacrées dans mon projet à l'outre-mer, pour voir la sympathie que je porte aux populations là-bas, la peine que j'éprouve de voir les pratiques coloniales s'éterniser et surtout la très haute idée que je me fais de vos droits au sein de la République.

Là aussi, ce sont seulement des questions financières qui m'ont empêché de m'y rendre. Vous ne le savez sans doute pas : les seuls fonds disponibles pour faire une présidentielle doivent venir de : 1) la fortune personnelle du candidat ; 2) des dons des personnes physiques ; 3) des prêts des banques et du parti Solidarité et Progrès à la campagne. Je n'ai pas de fortune personnelle, et pour ce qui est des banques, elles ne se pressent pas aux portillons surtout quand

vous menez la politique que je mène à l'égard de la finance. Etant totalement opposé aux mallettes, je dépend donc entièrement des dons de personnes physiques et des prêts faits par le parti. Grâce à notre réseau de quelques 2 000 personnes à l'échelle nationale, j'ai pu rassembler un budget de 350 000 à 400 000 euros, le plus petit budget de la campagne.

– La Réunion connaît un fort taux de chômage, notamment chez les jeunes, et beaucoup de Réunionnais au faible pouvoir d'achat souffrent de la vie chère. Quelles mesures proposez-vous pour y remédier ?

– D'abord, la loi nous autorise à bloquer les prix pendant six mois et il faut le faire. Au-delà, la solution à ce problème est la lutte que je mène contre un système monétaire dominé par la City de Londres et par Wall Street. Le problème de la vie chère est celui d'une oligarchie financière rapace, ayant pris consommateurs et producteurs en otage via les grands cartels de la distribution. Ceux-ci imposent aux producteurs des prix qui ne leur permettent pas de vivre de leur travail et aux consommateurs des prix scandaleux, no-

tamment dans l'outre-mer.

Après avoir réduit le pouvoir de la finance à travers ma politique de séparation totale des banques, je compte rétablir l'émission de crédit productif public aux grands projets d'équipement de l'homme et de la nature, clé du grand développement des Trente glorieuses. L'orientation de nos efforts économiques vers la zone qui va de l'Atlantique à la mer de Chine que je propose, concerne tout particulièrement La Réunion, au carrefour entre le Nord et le Sud, mais aussi entre l'Afrique et l'Asie, notamment l'Inde et la Chine.

La Réunion a déjà de nombreux atouts, une main-d'œuvre qualifiée et des infrastructures modernes, notamment portuaires. Il faut qu'elle continue à les renforcer et qu'en même temps, en coordination avec Madagascar, Mayotte et l'archipel des Comores, elle s'ouvre, tout en gardant son identité, à cet ensemble régional qui relie l'Afrique du Sud aux nouveaux centres économiques asiatiques, beaucoup plus dynamiques que l'axe transatlantique. Là, en faisant appel à « limazinacion », et à condition de chercher toujours

d'être à la pointe du progrès, La Réunion a tout un futur devant elle.

– Est-ce que la nouvelle décolonisation, accompagnée d'une politique de codéveloppement, que vous prônez pour l'Afrique, doit s'étendre aux départements d'outre-mer et en particulier à La Réunion ?

– Que vous puissiez poser cette question est révélateur de l'injustice qui est faite actuellement à l'outre-mer ! Certes j'établirai avec nos amis africains une politique de développement mutuel qui sera bénéfique aussi à l'ensemble régional Réunion-Madagascar-Mayotte, mais, à l'égard de l'outre-mer, il s'agit de réaliser enfin ce rêve qui est d'élever tous nos citoyens à la condition d'homme.

« Créer un véritable développement endogène »

Le pôle financier public que j'entends constituer après avoir rétabli le crédit productif public, aura pour objectif de nourrir en crédits l'activité des PME/PMI innovantes. Une section dédiée à l'outre-mer aura pour mission de

créer les conditions d'un véritable développement endogène là-bas. Une politique de baisse de taxes sur les équipements et les produits importés pour la production, couplée à une protection intelligente de jeunes pousses, permettra enfin de développer une économie basée sur la production.


– Selon vous, « la droite exploite les peurs » et « la gauche officielle cultive les illusions et les humiliations ». Où vous situez-vous exactement ?

– Je me défini comme « gaulliste de gauche ». Gaulliste en raison de la rupture du général de Gaulle avec son milieu. Il a su dire non en juin 1940, non aussi à ceux qui voulaient que la politique de la France se fasse à la « corbeille », à la bourse. Gaulliste « de gauche », pour bien souligner qu'il s'agit de rétablir une politique économique qui rétablisse l'ascenseur social qui a existé lors des Trente glorieuses.

– Puisque vous dites que « le système existant » vous empêche de devenir président, appellerez-vous à voter François Hollande au 2^e tour comme vous l'aviez fait pour Ségolène Royal en 2007 ?

– Si François Hollande durcit sa position contre la City de Londres et Wall Street, je voterai pour lui, sinon je voterai blanc.

Entretien : Yannick BERNARDEAU



Jacques Cheminade
70 ans
Solidarité et Progrès

20 août 1941
Naissance à Buenos Aires

1959
Arrive en France en pleine guerre d'Algérie

1963
Diplômé d'HEC

1965
Licencié en droit

1967-1969
Énarque, promotion Jean Jaurès

1969-1981
Haut-fonctionnaire au ministère de l'économie et des finances

1972-1977
En poste à New York où il s'intéresse aux idées de Lyndon LaRouche, dirigeant de l'US Labor Party, un groupuscule classé à l'extrême droite

1982-1989
Deviens secrétaire général du Parti ouvrier européen (POE)

1995
Candidat à l'élection présidentielle, il obtient au 1^{er} tour 0,28% des suffrages

1996
Crée le parti Solidarité et Progrès

2012
Candidat pour la deuxième fois à la présidentielle

AFP

Phrases de meeting

■ Guerre

Jacques Cheminade le répète à l'envi : il veut mener une « grande guerre contre le monde de la finance qui, contrairement à ce que dit François Hollande, a un visage, celui de la City et de Wall Street, et chez nous des mégabanes qu'on a laissé se créer ».

■ Inceste

Jacques Cheminade veut « annuler les dettes illégitimes » et faire un moratoire sur les « créances douteuses », autrement dit « arrêter de renflouer les joueurs ». Pour en finir avec « l'inceste financière », il n'hésitera pas « à mettre en

faillite ordonnée ceux qui ont joué sur les marchés financiers et perdu ».

■ Dettes

« L'argent va ailleurs pour régler les dettes de jeu des banques et des sociétés d'assurances devenues en réalité de vastes casinos », affirme le candidat.

■ « Descenseur »

« Pendant les Trente glorieuses on a eu l'espace et l'ascenseur social, aujourd'hui nous n'avons plus de politique spatiale et nous avons pris le descenseur social. »

■ Escroquerie

Pour Jacques Cheminade, « la

règle d'or de l'équilibre budgétaire (de Nicolas Sarkozy) est une escroquerie qui masque l'austérité imposée au peuple et la règle verte (de Jean-Luc Mélenchon) une bizarrerie opportuniste ».

■ Elan

« Reprenant l'élan de Jean Jaurès, de Léo Lagrange et d'André Malraux, je me battrais pour rendre la culture au peuple ».

■ Utopie

« Alors utopie, utopie, dira-t-on. Non, c'est le système actuel avec l'oligarchie financière aux commandes qui nous a conduit droit dans le mur, c'est une utopie négative dans laquelle

nous vivons. Nous avons besoin d'une utopie positive pour sauver notre justice sociale, nos acquis sociaux et tout ce que nous pouvons faire pour rendre le beau, le vrai, le juste à notre pays et à notre société ».

■ Césaire

« Une civilisation qui ruse avec ses principes est une civilisation moribonde. Ce que nous disait Aimé Césaire est aujourd'hui devenu réalité, nous sommes face à une crise de civilisation. »

« Nous ne faisons pas simplement face à un nouveau 1788, nous sommes face à une crise de civilisation. »

Source : meeting participatif par internet du 15 avril.

« Balayer les restes d'une politique coloniale »

« Il est temps de balayer tous les restes d'une politique coloniale française dans les Dom-Tom et de mettre fin au système maison contrôlé par l'assistanat et les transferts financiers », proclame Jacques Cheminade.

Selon lui, « les départements d'outre-mer doivent être véritablement intégrés aux régions du monde dans lesquelles ils se trouvent afin de devenir des références pour ceux qui les entourent et le fer de lance d'un développement régional ».

Pour ce faire, Jacques Cheminade propose « d'entreprendre une révolution agraire pour une juste répartition des terres, de favoriser l'installation des jeunes, de supprimer les taxes sur les intrants agricoles et d'impo-

ser une préférence douanière ». Il faut, dit-il, « exiger de l'Union européenne la reconduction du régime d'octroi de mer pendant au moins dix ans après 2014, pour alimenter les recettes fiscales ». Pour lutter contre la vie chère, il veut aussi « taxer fortement les monopoles de la grande distribution et d'importation des produits pétroliers et fixer un Smic en fonction du coût réel de la vie ».

Il parle ensuite de « lancer des projets sur la vie et l'histoire de chacun des outre-mer, mettant en avant leurs apports culturels. Il souhaite enfin que soit favorisée « l'intégration de chacun des Dom-Tom dans un espace économique et culturel régional ».